

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité  
[www.chroniquedelasemaine.com](http://www.chroniquedelasemaine.com)

FAIT DIVERS

## LE RISQUE DU MÉTIER <sup>P.4</sup>

Carte des Scores du Millenium Challenge Corporation (MCC) :

**Le Togo valide 14 indicateurs sur 20 et se classe second derrière le Sénégal en Afrique de l'Ouest comme pays éligible au Compact**

Retour sans gloire au bercail de la C14 de la Guinée :

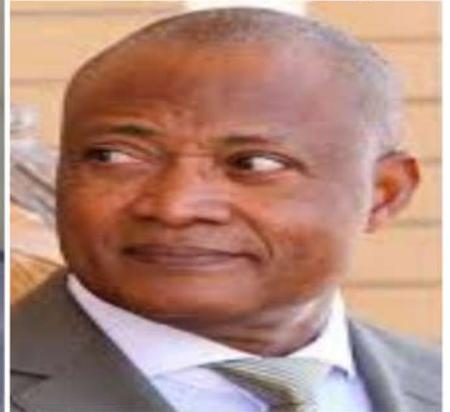
# La délégation qui se musclait dans son intransigeance, rentre bredouille et se tait comme une carpe <sup>P3</sup>



Kafui Brigitte Adjamagbo-Johnson



Le Président Alpha Condé, facilitateur



Jean-Pierre Fabre

Marche annoncée de la coalition pour le samedi 10 novembre prochain :

## Le PNP se désolidarise Les vraies raisons <sup>P.3&6</sup>



Salifou Atchadam Tikpi, président du PNP

Inauguration de postes de contrôle juxtaposés de Noépé-Akanu par les présidents Faure Gnassingbé et Nana Akufo Addo :

**Un pas de plus vers l'élimination des barrières à la libre circulation des personnes et des biens entre le Togo et le Ghana**



P.5

Lutte contre la fraude à la valeur en douane :

**Les administrations douanières des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest outillées pour plus d'efficacité <sup>P.2</sup>**



**ENTRETIEN avec June Cao, Vice-Directeur de 'Radio Beijing International' (RBI) <sup>P.7</sup>**

## ROFAMED dote le Togo d'une élite de journalistes :

# Le gouvernement à pied d'œuvre pour professionnaliser le métier de journalisme au Togo

Dans le cadre du projet de formation et d'appui au secteur de l'audiovisuel et des médias (PROFAMED-Togo), douze journalistes des médias public et privé, outillés sur la conception des modules de formations et de projets pédagogiques, ont reçu le vendredi dernier des certificats de fin de formation des formateurs.

Cette formation de six semaines a été assurée par des formateurs chevronnés et vise à faire de ces rattachés des journalistes formateurs comptants pour la formation de leurs confrères



res pour la professionnalisation de tout le corps journalistique togolais. Coordonné par le ministère de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique et l'Ambassade de France au Togo, le Centre de formation et de recyclage en communication (CFRC) a

formé ce groupe de journalistes grâce au projet PROFAMED qui a pour objectif d'améliorer le traitement de l'information par hommes et femmes des médias du Togo dans le but de dissocier les vraies informations, des informations douteuses des réseaux sociaux

Le ministre de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique, Guy Madjé Lorenzo, présent à cette cérémonie, a exhorté ces journalistes formateurs à plus de rigueur dans leurs investigations, seul moyen de crédibilité. Il les a, par ailleurs, invités à œuvrer pour une bonne maîtrise du module par les autres journalistes. " Notre souhait, c'est que vous puissiez apporter à ceux qui viendront dès la semaine prochaine aux formateurs, une base solide d'éthique et de déontologie de professionnalisme ", a-t-il déclaré. Pour Marc Vizy,

Ambassadeur de France au Togo, " Je me réjouis de ce projet. Il est emblématique de la volonté de consolidation de la démocratie au Togo ".

" Vous êtes des hommes influents, vous êtes le quatrième pouvoir et votre présence est le symbole d'un vrai partenariat entre la France et le Togo ", a-t-il renchéri. A en croire un des journalistes formateurs qui se dit confiant des résultats que porteront ces formations, " c'est un projet porteur qui va se perpétuer à travers nous ".

A .Daniel

## Lutte contre la fraude à la valeur en douane :

# Les administrations douanières des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest outillées pour plus d'efficacité

Les administrations douanières de dix pays de l'Afrique de l'ouest, membres de l'AFRITAC de l'Ouest (Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international pour l'Afrique de l'Ouest), sont en atelier de renforcement de capacités autour du thème : " Lutter avec efficacité contre la fraude à la valeur en douane ". Organisé du 05 au 09 novembre prochain par l'AFRITAC de l'Ouest, ce séminaire qui réunit une trentaine de participants, va permettre à ces derniers " de partager les défis auxquels ils font face, chacun dans leur pays, et d'acquiescer des savoir-faire indispensables pour une maîtrise des recettes liées à l'application de la valeur transactionnelle des marchandises dédouanées ".

Ouvert lundi dernier à Lomé, ce séminaire de cinq jours vise essentiellement à permettre aux acteurs des administrations des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, de " mieux appréhender trois aspects phare liés à la lutte contre la fraude à la valeur en douane, à savoir : (1) les principes de l'Accord de l'OMC (Organisation mondiale du



commerce) qui règlementent la valeur transactionnelle et les méthodes de substitution, (2) le dispositif et les outils pertinents, répondant aux normes internationales et (3) les mesures pratiques et fonctionnelles permettant de lutter efficacement contre la fraude à la valeur en douane ".

Parti du constat selon lequel " dans un environnement international en perpétuelle mutation, les administrations douanières, conscientes des défis à relever, se sont engagées dans de vastes programmes de réformes tendant au respect des normes et des standards édictés au niveau de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Pour y parvenir, elles doivent faire face à une double problématique : s'adapter aux procédures

de facilitation et de simplification du dédouanement tout en veillant à augmenter et sécuriser les recettes douanières indispensables aux budgets des Etats ", a expliqué à l'ouverture des travaux le représentant du ministre de l'Economie et des finances, Kossi Tofio.

Il s'agira ainsi, selon Kossi Tofio, " de capitaliser sur les problématiques et des expériences communales, ce qui permettra de mener à bien et de façon efficace, les différentes étapes nécessaires à la mise en place ou au renforcement d'un dispositif permettant de mieux appréhender et maîtriser la fonction d'évaluation en douane qui représente un véritable défi pour les Etats et les administrations douanières ".

Tout en reconnaissant que " les administrations fiscales de nos pays sont de

faitement adaptées sont également indispensables ".

Notons que l'AFRITAC de l'Ouest est un des dix centres régionaux d'assistance technique du FMI issus du partenariat entre ce dernier, les pays membres et les partenaires au développement. L'AFRITAC de l'ouest a pour objectif stratégique de " renforcer les capacités institutionnelles et humaines pour la conception et la mise en œuvre des politiques macroéconomiques et financières saines, pouvant soutenir la croissance et contribuer à la réduction de la pauvreté ".

JPB

**CHRONIQUE**  
de la Semaine

Directeur de la  
Publication

ALIZIOU ESSODINA  
90 01 21 69

REDACTION

Imprimerie SDR  
Tirage : 2000 ex.

## Retour sans gloire au bercail de la C14, de la Guinée :

# La délégation qui se musclait dans son intransigeance, rentre bredouille et se tait comme une carpe

*C'est en fanfare que la coalition des 14 partis de l'opposition a annoncé son déplacement sur Conakry sur invitation de l'un des facilitateurs le président guinéen Alpha Condé, le samedi 03 novembre. C'était au début de la marche organisée par le front citoyen Togo Debout ce samedi. Les responsables de la coalition ont annoncé qu'ils exigent du facilitateur, la recomposition de la CENI avec un président qui viendra du ciel, la reprise du recensement bref la reprise de tout le processus de zéro. Mais seulement voilà, depuis qu'ils sont rentrés au bercail dans la nuit du mardi, rien ne filtre des résultats obtenus.*

Lorsque certains journalistes tentent d'arracher quelques informations, ils se heurtent à une fin de non recevoir. L'on se demande pourquoi ce silence assourdissant et inhabituel de la C14?

La seule réponse qu'ils donnent c'est : " Nous allons tenir une conférence de presse très bientôt ". Et pour cette conférence de presse, aucune date n'est annoncée. Bizarre !

Tout se passe comme si les dignitaires de la Coalition ont rencontré le diable à Conakry et qui leur interdit de parler sous peine d'être traînés en enfer. C'est sous ce silence assourdissant qu'un journaliste godillot publie sur sa page Facebook des énormités pour intoxiquer la population.

Pour ce confrère en mission commandée et chargé de faire le sale boulot, le président guinéen Alpha Condé est très remonté contre la Commission de la CEDEAO pour ne lui avoir pas fait un compte rendu fidèle sur l'application de la feuille de route. Il a sermonné le président de la Commission pour ces manquements et promis d'arriver au Togo dans les prochains jours pour remettre



les pendules à l'heure.

Pour ce confrère, Alpha Condé et Nana Akufo-Addo viendront à Lomé pour recomposer la CENI et la rendre plus inclusive avec la présence effective des 8 représentants de la coalition.

Mais aussi curieux que cela puisse paraître, aucun responsable de la Coalition ne confirme cette information. L'on se demande où est-ce que ce journaliste mal inspiré a trouvé ces inepties. Or la réalité est tout autre.

Selon nos informations, les responsables de la Coalition n'ont rien obtenu de leurs exigences. Ils sont rentrés bredouilles sans aucun résultat et ne savent quoi annoncer à leurs militants sans se faire lyncher.

Alpha Condé leur a tout simplement conseillé d'intégrer la CENI avec bien sûr le représentant de l'UFC pour prendre part à l'organi-

sation des élections. Le facilitateur a considéré que son rôle de facilitateur, " malgré le mandat qu'il tient de ses pairs de la CEDEAO, ne lui donne pas pour autant ni compétence, ni prérogative, pour d'autorité, remettre en cause un droit acquis, qui plus est, consacré par la législation togolaise ", indique notre confrère Focus Infos dans sa parution N°214.

Il apparaît clairement que la CENI ne sera jamais recomposée ni le recensement repris comme l'exigeait la C14.

Notre confrère révèle que certains membres de la délégation de la Coalition ont suggéré la prorogation de deux jours du recensement pour permettre à leurs militants de se faire enrôler. Une faveur qui a été refusée par le gouvernement qui demande à la C14 d'assumer son mot d'ordre de boycott lancé dans le but

de saboter l'opération.

Face à ce cuisant échec, la Coalition ne sait que dire à ces militants puisqu'elle leur a promis de revenir avec la satisfaction totale de ses exigences. Malheureusement elle est rentrée bredouille mais sûrement avec une enveloppe comme consolation. Contrairement aux rumeurs de notre confrère chargé de faire le sale boulot, Alpha Condé est informé du processus que la CEDEAO appuie. Le confrère pense-t-il que le président guinéen n'est pas informé de l'appui des experts électoraux de la CEDEAO qui ont suivi de bout en bout le recensement sans oublier le recrutement des deux experts pour auditer le fichier électoral ?

Sûrement que c'est notre confrère même qui est ignorant de tout ce qui se passe dans son pays. Le

président guinéen Alpha Condé et son homologue ghanéen Nana Akufo-Addo sont informés du déroulement du processus et du chantage dont fait preuve la coalition dans ses revendications visant à bloquer le processus et repousser les élections aux calendes grecques.

Le plus dur pour les responsables de la C14, c'est ce qu'il faut dire à leur militant pour opérer un revirement de 190° et prendre part, honteusement, aux élections puisque leurs exigences n'ont pas abouti. C'est à cette équation compliquée à laquelle les responsables de la C14 sont confrontés qui les pousse à mettre du temps pour se prononcer en prenant soins de choisir les mots appropriés dans le souci, encore une fois, d'embobiner leurs militants.

Le chef de file de l'opposition ferait mieux d'arrêter de jouer à la comédie pour prendre le train en marche au risque se faire dribbler par d'autres partis qui n'attendent que son boycott pour lui ravir son titre de chef de file de l'opposition qu'il adore tant.

Ce qui est évident, c'est que les élections auront bel et bien lieu, avec ou sans la coalition des 14 partis de l'opposition.

Aliziu Dominique

## Marche annoncée de la coalition pour le samedi 10 novembre prochain :

# Le PNP se désolidarise Les vraies raisons

*Après leur cuisant échec à Conakry où leurs préoccupations n'ont pas été prises en compte par le facilitateur et le comité de suivi de la mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO, la C14 appelle à une mobilisation pour une descente massive dans la rue, samedi prochain. Quand on considère que la marche du 3 novembre dernier organisée par le Front Citoyen Togo*



*Debout n'a pas tenu toutes ses promesses faute de mobilisation, on se*

*ridiculiser dans la rue. Pour des raisons qui lui sont propres, Tikpi Atchadam et son parti refusent de répondre à l'appel.*

Pour ce qui est de la position du parti du cheval blanc, notons que depuis la marche du 19 août 2017 organisée par le Parti National Panafricain de Tikpi Atchadam, cette formation politique s'est impo-

**Le Togo dans le top 10 mondial des pays les plus réformateurs selon le rapport pays Doing Business 2019 de la Banque mondiale :**

## La cellule Climat des affaires du Togo fait le point sur les plus grandes progressions enregistrées, aux médias

Suite à la présentation de la 16<sup>ème</sup> édition du rapport Doing Business de la banque mondiale le mercredi 31 octobre 2018, qui place le Togo dans la liste des 10 pays les plus réformateurs du monde de cette année, la cellule climat des affaires au Togo a organisé une rencontre d'échange avec les médias le lundi dernier à Lomé en vue de partager les grandes lignes qui ont propulsé le Togo dans ce rapport 2019.

Ce rapport de l'année 2019 qui a pour thème : formation pour mieux réformer, a recensé un chiffre record de 314 réformes dans le monde et a enregistré quatre pays d'Afrique subsaharienne dans la liste de dix pays les plus réformateurs du monde, notamment le Togo, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Rwanda.

Le Togo a occupé la 137<sup>e</sup> place dans le Doing Business 2019 contre la 156<sup>e</sup> place dans celui de 2018, faisant ainsi un bond de 19 places, la meilleure progression enregistrée en Afrique cette année en termes de nombre de places obtenues.

Cette reconnaissance élogieuse du Togo par la banque mondiale est due à des avancées réalisées grâce à une



dizaine de réformes faites entre juin 2017 et Mai 2018, spécialement l'amélioration de son environnement sur six (6) indicateurs : Création d'entreprise (47 places gagnées) ; Obtention d'un permis de construire (40 places gagnées) ; Raccordement à l'électricité (37 places gagnées) ; Transfert de propriété (55 places gagnées) ; Paiement des taxes et impôts (01 place gagnée) ; Exécution des contrats (6 places gagnées). Ces efforts des acteurs et surtout des partenaires ont permis aussi au Togo de se hisser à la 2<sup>e</sup> top performer en Afrique avec ces six réformes, derrière le Rwanda, le pays représente aujourd'hui la quatrième (4<sup>e</sup>) économie la plus attractive de l'espace UEMOA devant, le Benin (153<sup>e</sup>), le Burkina Faso (151<sup>e</sup>), et le Sénégal (141<sup>e</sup>).

Ces efforts des acteurs et surtout des partenaires ont permis aussi au Togo de se hisser à la 2<sup>e</sup> top performer en Afrique avec ces six réformes, derrière le Rwanda, le pays représente aujourd'hui la quatrième (4<sup>e</sup>) économie la plus attractive de l'espace UEMOA devant, le Benin (153<sup>e</sup>), le Burkina Faso (151<sup>e</sup>), et le Sénégal (141<sup>e</sup>).

Selon Madame Sandra Johnson, conseillère du président de la République et Coordinatrice Nationale de la cellule climat des affaires au Togo, "ces résultats sont le fruit d'un travail collectif et traduisent les efforts du gouvernement, résolument engagé dans un processus profond de transformation de notre économie. Le mérite revient à tous les acteurs, en premier lieu au chef de l'Etat pour son leadership à la tête de la cellule dont elle

assure la coordination".

Elle a, par ailleurs, réaffirmé la ferme volonté des plus hautes autorités de maintenir le cap des réformes pour répondre aux sollicitations des populations : "Loin d'être une victoire pour faire plaisir aux partenaires, ces progrès enregistrés nous confortent dans notre ambition de répondre davantage aux sollicitations de nos populations, dans un environnement de plus en plus compétitif.

Nous restons donc fermement engagés à maintenir le cap des réformes pour de plus grands succès en ce moment où notre pays entre de plain pied dans la mise en œuvre de son ambitieux Plan National de Développement 2018-2022 qui a identifié l'amélioration du climat des affaires comme l'un des facteurs clé de succès",

ajoute-t-elle.

Il est à noter que ce rapport de Doing Business est un rapport phare, produit d'une collaboration étroite entre la Banque mondiale et la Société Financière d'Investissement, qui examine les réglementations qui affectent les différentes étapes de la vie d'une entreprise, allant de la création d'entreprise, au commerce transfrontalier, en passant par le paiement des taxes et la résolution de l'insolvabilité.

Le classement global sur la facilité à faire des affaires est le résultat de l'analyse de 10 indicateurs dans les 190 économies. Le Doing Business ne mesure pas l'ensemble des facteurs liés à l'environnement des affaires qui sont importants pour les entreprises ou les investisseurs.

Daniel. A

## Fait divers

### LE RISQUE DU METIER

**Aucune profession au monde n'est sans risque. En se rendant au groupement de gendarmerie du Mfoundi, c'est au Cameroun, maître Mathias Aboyo ne croyait pas y subir une sauvagerie mais à son corps défendant il en a subie sans avoir su résister.**

C'est le quotidien "La Nouvelle Expression" qui rapporte cette information dans sa parution du 23 octobre 2018. Avocat au Barreau du Cameroun, Maître Aboyo a été copieusement molesté par des gendarmes du groupement de gendarmerie du Mfoundi, alors qu'il s'était rendu pour suivre le cas de sa cliente, incarcérée, la nommée Agodego Ambassa Clarisse.

"J'y suis allé assister une fille en difficulté, gardée depuis hier", a-t-il lancé à la presse avant d'ajouter : "Je me suis présenté, j'ai donné mes pièces et l'enquêteur m'a reçu. Il ne m'a pas permis de rencontrer la fille mais on m'a plutôt présenté une plainte signée d'un certain Yobo qui disait être l'auteur de la grossesse de cette jeune fille. Il aurait découvert que la fille lui prenait de l'argent pour rien et ne serait pas enceinte", a raconté l'homme de Droit.

Aussi, pour abandonner cette affaire, le plaignant aurait demandé la somme de 1,8 million de réparation de préjudice. La famille aurait consenti à lui avancer qu'une partie de l'argent sollicité. Mais il fallait déposer un bon de garantie demandé par le Capitaine.

Mais poursuivant son récit des faits, l'avocat déclare : "L'enquêteur m'a finalement amené chez madame le commandant. Celle qu'on m'a présentée comme telle, m'a demandé si j'ai pu rencontrer la fille pour avoir sa version des faits. Je lui ai répondu que je n'ai pas été autorisé à le faire". Il a poursuivi en ces termes : "Au sujet de la décharge de l'enfant, elle m'a répondu que c'était impossible. Que c'est une affaire du parquet. Qu'elle attendait que je lui dise qu'il faut aller vers le plaignant". Il renchérit : "Lui disant que je pense qu'une mère d'enfant doit avoir le cœur, je n'ai pas cru qu'elle allait s'emporter, me demandant de sortir de son bureau. Elle a soulevé un gourdin, m'a frappé à plusieurs reprises. Elle me bottait avec ses rangiers". Il conclut en substance : "Alors que l'enquêtrice tente de la calmer, un contingent de jeunes gendarmes a fait irruption dans le bureau. Ils ont commencé à me ruer de coups", raconte Maître Aboyo.

Me Aboyo aurait été transporté au Centre des Urgences de Yaoundé d'où il serait sorti avec un déboîtement du genou droit, des hématomes et de nombreuses contusions au niveau des côtes. Qui l'aurait cru ?

B. TALOM

### Carte des Scores du Millenium Challenge Corporation (MCC) :

## Le Togo valide 14 indicateurs sur 20 et se classe second derrière le Sénégal en Afrique de l'Ouest comme pays éligible au Compact

Le Millenium Challenge Corporation (MCC) vient de rendre publiques ses cartes de scores par pays pour le compte de l'année fiscale 2018. Cette évaluation annuelle des performances des pays participant au processus compétitif de sélection à ses différents programmes d'investissements en faveur du développement, vient couronner une fois encore, les efforts sans cesse soutenus du gouvernement togolais sous la houlette du Chef de l'Etat. Le pays de Faure Gnassingbé a validé 14 des 20 indicateurs avec au moins un indicateur au vert dans chaque catégorie. Le Togo satisfait ainsi pour la troisième année consécutive, trois critères d'éligibilité au programme Compact.



Ibrahim, le Fonds monétaire international (FMI), c'est le gouvernement des Etats Unis via son programme MCC (Millenium Challenge Corporation), qui vient de mettre sous les feux de la rampe, le fruit des multiples réformes engagées par le gouvernement togolais notamment dans trois domaines spécifiques à savoir : la bonne gouvernance, la liberté économique et l'investissement dans le capital humain.

Seizième du genre, ce classement du MCC qui concerne 80 pays dont le Togo, place ce dernier au

second rang derrière le Sénégal en Afrique de l'Ouest. Ce classement du MCC constitue un élément clé dans le processus de sélection annuel de cette agence dans l'attribution des subventions du Congrès américain. Ces indicateurs sont également utilisés par les partenaires au développement, les investisseurs et les chefs d'entreprises pour justifier les décisions d'investissement et mieux appréhender l'environnement opérationnel d'un pays quelconque.

En validant 14 indicateurs

Suite à la page 6

## Inauguration de postes de contrôle juxtaposés de Noépé-Akanu par les présidents Faure Gnassingbé et Nana Akufo Addo : Un pas de plus vers l'élimination des barrières à la libre circulation des personnes et des biens entre le Togo et le Ghana

Les présidents togolais Faure Gnassingbé et ghanéen, Nana Akufo Addo, ont procédé le vendredi 26 octobre dernier, à l'inauguration de postes de contrôle juxtaposés de Noépé-Akanu, à la frontière entre le Togo et le Ghana. Cette inauguration est une preuve supplémentaire que les deux hommes d'Etat œuvrent inlassablement pour l'élimination de toutes les barrières à la libre circulation des personnes et des biens entre les deux pays frères.



Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action global sur les infrastructures et le transport routier de la CEDEAO visant la facilitation du transit, une partie intégrante de la stratégie de la Communauté, les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA ont décidé d'accroître la compétitivité et l'efficacité des principaux corridors de transport en Afrique de l'Ouest, qui va, de facto, stimuler le commerce inter et intra régional, de même que le commerce international qui constitue un facteur clé de croissance et de réduction de pauvreté. Ainsi, la réalisation de Postes de contrôle juxtaposés (PCJ) par les deux Commissions en collaboration avec les partenaires tels l'Union européenne, est un pas de plus dans la facilitation du transport et des déplacements transfrontaliers des

personnes et des biens grâce à la suppression des barrières non tarifaires liées au transit.

C'est donc pour satisfaire à cette exigence sous régionale que le poste de contrôle juxtaposé (PCJ) de Noépé-Akanu entre le Togo et le Ghana, a été construit selon les normes internationales pour ainsi répondre aux attentes des peuples frères du Togo et du Ghana, et partant, de la CEDEAO.

Frontière moderne construite sur une superficie de 17 hectares, composée de deux grands immeubles, de nouvelles aires de stationnement sur place en béton, de réseau routier, de chaussées rigides, de pavés autobloquants, de passages piétons et de nouveaux bâtiments annexes (rez-de-chaussée), le PCJ de Noépé-Akanu avait été construit et inauguré une première fois en 2014, mais n'avait pas pu être fonctionnel, pour des raisons d'ordre logistique. Ce projet a été rendu possible grâce au financement de l'UE à hauteur de 13 605 430 Euros.

L'inauguration et la mise à disposition de ce poste et d'autres infrastructures d'habilitation, constituent d'une part un projet d'envergure pour la CEDEAO et d'autre part, un bel exemple de bien public régional qui a de nombreux avantages, tels la sensibilisation des usagers de la frontière entre le Togo et le Ghana sur la lutte contre le harcèlement, l'extorsion de fonds et les pratiques répréhensibles le long des corridors.

Dans un discours commun prononcé par le président ghanéen, Nana Addo Akufo-Addo, le vendredi 26 octobre dernier, les deux chefs d'Etat ont insisté sur la gestion à bon escient de cette infrastructure. " Nous croyons qu'il est dans notre intérêt économique que ce projet réussisse, car, avec travail acharné, créativité, esprit d'entreprise, cela devrait créer suffisamment d'opportunités pour améliorer la prospérité de notre peuple ", ont-ils déclaré.

Les deux présidents ont

exprimé la gratitude des peuples ghanéen et togolais à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à l'Union européenne (UE) pour leur assistance dans la construction de l'ouvrage. Ils ont indiqué que celui-ci renforcerait la circulation des personnes, des biens et des services, augmenterait le commerce intra régional, réduirait les coûts liés au commerce et à la logistique, améliorerait la sécurité transfrontalière et servirait à l'échange d'informations.

La mise en œuvre de postes de contrôle juxtaposés par la Communauté vise à assurer une meilleure facilitation du commerce grâce à la combinaison des activités de dédouanement au même endroit en vue de réaliser des économies d'échelle, de simplifier les procédures douanières, d'accroître la coopération et la coordination des contrôles, d'encourager le partage de données et de renseignements, ainsi que de renforcer la lutte contre les fraudes.

Le président de la Commission de la CEDEAO, Jean-Claude Kassi Brou, a, quant à lui, exprimé sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à la réalisation du joyau, notamment aux partenaires au développement, avec une mention spéciale à l'UE pour son soutien constant aux Etats membres et à l'organisation régionale dans le cadre

de la mise en œuvre des projets, programmes et plans d'action qui concourent à l'approfondissement du processus de l'intégration en Afrique de l'Ouest.

La représentante de l'UE au Ghana a réaffirmé la disponibilité de son institution à soutenir la CEDEAO dans la réalisation des infrastructures de développement dans l'espace communautaire, à l'image du poste de contrôle juxtaposé de Noépé-Akanu.

Notons que le PCJ de Noépé-Akanu est situé à quelques 30 kilomètres de la capitale togolaise. Situé sur le corridor Abidjan-Lagos qui représente 70% de l'ensemble du commerce en transit de la sous-région, le PCJ de Noépé-Akanu devra contribuer à la facilitation des formalités aux frontières entre le Togo et le Ghana, la réduction de la pauvreté, l'amélioration des services de transports régionaux, la réduction des coûts de transport et de transaction, la promotion du commerce interrégional et intra-régional, la facilitation du mouvement des personnes, des biens et des services ainsi que la promotion de l'intégration ouest-africaine.

Rappelons que l'inauguration du PCJ de Noépé-Akanu intervient quelques jours seulement après l'inauguration de celui de Sémé-Kraké entre le Bénin et le Nigéria, tous deux réalisés par l'entreprise GER du Togo.

JPB

## Revue à mi-parcours de la performance des réformes pour le compte de 2018 :

### Le gouvernement s'engage à consolider la bonne gouvernance dans tous les secteurs

Le gouvernement togolais dans le but d'examiner ses efforts en matière de réformes surtout économique afin de relancer l'économie togolaise, a organisé le mardi dernier, à Lomé, un atelier de la revue de la performance des réformes du premier semestre 2018 dans les différents ministères et institutions de l'Etat via le ministère de l'Economie et des finances avec l'appui de l'Union Européenne. Cet atelier avait pour objectif principal de faire le bilan à mi-parcours des réformes de l'année en cours.



Cette revue a lieu deux fois chaque année c'est-à-dire fin juin et fin décembre. C'est dans cette droite ligne que s'est tenue le mardi 6 décem-

bre 2018 à Lomé, la 17e revue de la performance des réformes du premier semestre 2018 dans les différents ministères et institutions du pays. La rencontre a permis d'évaluer la performance des réformes dans ces différents départements de janvier 2018 à juin 2018, de relever les faiblesses et proposer des mesures d'ajustement, per-

mettant d'améliorer lesdites réformes pour le reste de l'année en cours.

Ces différentes réformes sont entre autres, le Document Stratégique des Réformes, adopté par décret en septembre 2010 avec une matrice unifiée des réformes, un budget programme, une réforme structurante conduisant à une chaîne vertueuse

des biens et services à la population, la redevabilité du gouvernement vis-à-vis de la population togolaise. Par ailleurs on note aussi la comptabilité en droits constatés, le recensement du patrimoine de l'Etat, sa valorisation, les travaux informatiques pour le budget de l'Etat en mode programme, le code des impôts en étude à l'Assemblée Nationale, la hiérarchisation et la programmation pluriannuelle des investissements publics, etc.

" Dans l'ensemble, les résultats sont très encourageants. Nous devons continuer les réformes. Aujourd'hui, nous sommes en train d'aller vers la gestion de l'Etat comme celle d'une entreprise ", s'est réjoui Aharh Kpessou Secrétaire

Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers. Le gouvernement s'engage malgré certaines contraintes à accélérer la mise en œuvre de ces réformes qui ont pour finalité, la satisfaction des citoyens.

" La réalisation des réformes dans tous les secteurs a permis d'améliorer la performance économique de notre pays au cours de ces dernières années. Les prochaines consultations électorales permettront de consolider les efforts du Gouvernement en matière de gouvernance politique, économique et sociale, gage du développement national ", a indiqué Sani Yaya, le ministre de l'économie et des finances.

Daniel.A

**34<sup>e</sup> édition du championnat militaire et paramilitaire de football :****19 unités en quête d'émulation dans le respect de l'esprit sportif**

Les rideaux se sont levés mardi dernier sur la 34<sup>ème</sup> édition du championnat militaire et paramilitaire de football qui se déroulera jusqu'au 25 novembre prochain. Au total 19 unités sont engagées dans cette compétition sportive que la hiérarchie militaire veut sainte, respectueuse des valeurs militaires : respect, discipline et bravoure.

Co-organisée par l'Office togolais des recettes (OTR) et le CETAP (Centre d'entraînement des troupes aéroportées, cette 34<sup>ème</sup> édition est une occasion pour les unités



engagées dans la compétition de renforcer leur cohésion afin de faciliter leur collaboration pour l'atteinte de leurs missions respectives, a indiqué à l'ouverture, le Commissaire général de l'OTR, Adédzé Kodjo.

Le représentant du Chef d'Etat major général des Forces armées togolaises (FAT), le Col Makouya Balikou, chef d'Etat major de l'armée de l'air, a souligné que depuis quelques années, c'est devenu une

tradition de se retrouver et de se rivaliser pour cultiver l'esprit de camaraderie entre les unités. Tout en relevant que " l'émulation est l'essence du football ", il a invité les différentes unités à faire preuve de respect et de discipline tout au long de la compétition, et à offrir un bon spectacle au public qui fera le déplacement des stades.

Trois stades sont retenus pour cette compétition à savoir le terrain de la JCA à Agoé, le terrain de la Gendarmerie nationale et le stade de l'Etat Major.

En match d'ouverture, mardi dernier, la Douane et la Marine se sont neutrali-

sées (0-0).

Hier mercredi, sur le terrain de l'Etat Major, la Gendarmerie et le RSA (Régiment de soutien et d'appui), se sont séparés sur un score nul et vierge. Le 2<sup>e</sup> BIR domine les Sapeurs Pompier (3-1). La Police nationale domine le 25<sup>e</sup> BB (2-0) à la JCA. Sur le terrain de la Gendarmerie, le 4<sup>e</sup> RI est tombé devant le 1<sup>er</sup> BIR (1-2) alors que le 3<sup>e</sup> RI domine le 23<sup>e</sup> BIM : 2-0.

La compétition se poursuit ce matin. Notons que c'est le 4<sup>e</sup> Régiment d'infanterie (RI), basé à Dapaong, qui est champion en titre.

JPB

**Marche annoncée de la coalition pour le samedi 10 novembre prochain :****Le PNP se désolidarise : Les vraies raisons**

Suite de la page 3

sée sur la scène politique togolaise comme le gros pourvoyeur des marcheurs investis pour l'opposition.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer, les jours de marches, le déferlement massif rouge qui s'ébranle d'Agoè-Zongo pour échouer au point de chute alors que le reste de la coalition s'active autour d'une mobilisation assez famélique pour une manifestation d'envergure. Dans tous les cas les "marcheurs" du PNP sont toujours majoritaires.

Il se raconte dans les milieux de l'opposition que pour en arriver là, Tikpi Atchadam et ses lieutenants, ne lésinent sur aucun moyen pour recruter leurs "marcheurs" dans les rangs des jeunes gens qui passent le plus clair de leur temps à tourner en rond dans les gares routières et autres contrées reculées d'Agoè-Zongo, Adétikopé etc.

Depuis que le PNP refuse de participer aux marches organisées par la C14, la mobilisation au niveau de la coalition chute vertigineusement pour frôler le ridicule. Mais pourquoi Tikpi Atchadam, refuse-t-il de prendre part aux

marches de la coalition ?

D'après nos informations, le leader du PNP a fini par découvrir que les marches auxquelles participaient ses militants et lui, profitaient énormément aux leaders de la coalition qui s'en mettaient plein les poches à son détriment et que, d'Accra à Conakry en passant par Lomé, des enveloppes en devises ne cessent de tomber dans les poches de ses compagnons de lutte de la C14.

A en croire un de ses proches collaborateurs, il n'est pas normal de faire sortir des gens pour des revendications pertinentes et constater que Jean-Pierre Fabre et Antoine Folly et certains de la C14 s'en mettent allègrement plein les poches.

Pour le PNP et ses responsables, la cause est entendue : pas question de mener une lutte contre un régime et de prendre de l'argent à ce dernier.

En clair, plus question pour ce parti qui n'a jamais accepté la moindre enveloppe de prendre part à des manifestations dont les autres se servent comme fonds de commerce.

Pour l'heure, le reste de la coalition maintien l'appel à la mobilisation pour la

marche du samedi prochain. Pour la réussite de la manifestation, est ce que

les autres responsables de la C14 chercheront à faire changer d'avis, Tikpi

Atchadam ? La question reste posée.

Ricardo

**Carte des Scores du Millenium Challenge Corporation (MCC) :****Le Togo valide 14 indicateurs sur 20 et se classe second derrière le Sénégal en Afrique de l'Ouest comme pays éligible au Compact**

Suite de la page 4

sur les 20, soit deux de plus que l'an dernier et neuf indicateurs depuis la création il y a cinq ans de la Cellule MCA, le Togo remplit ainsi pour la troisième année, les trois (03) critères d'éligibilité au Compact. Les nouveaux progrès du Togo ont été réalisés dans les indicateurs relatifs " aux dépenses dans la santé et à la politique commerciale ". Le Togo se distingue ainsi par ce score en occupant la seconde place derrière le Sénégal en Afrique de l'Ouest s'agissant des pays éligibles au Compact.

A bien scruter la carte des scores 2019, il ressort que le Togo a satisfait pour la troisième année consécutive, les trois critères d'éligibilité au programme Compact à savoir : la validation de l'indicateur " Maitrise de la corruption ", la validation des indicateurs de droits démocratiques (droits politiques et libertés civiles) et la validation de la majorité des vingt indicateurs avec au

moins un indicateur au vert.

Selon la Cellule nationale du MCC, " ces bonnes performances du pays de Faure Gnassingbé malgré les sous-bresauts liés au contexte politique, est l'affirmation claire d'une volonté politique au plus haut niveau, portée par le Chef de l'Etat et dont le leadership a permis d'opérer d'importantes réformes dans les secteurs stratégiques tels que (i) les infrastructures économiques, (ii) la lutte contre la corruption, (iii) les libertés publiques, (iv) les libertés politiques, (v) l'amélioration de l'environnement des affaires, et (vi) la modernisation de la justice ". Elle se dit " fortement engagée à poursuivre cette dynamique en vue de relever les défis tels que le renforcement de la gouvernance politique et économique notamment la lutte contre la corruption, l'accès au foncier, l'accès au crédit et les droits démocratiques ".

Notons que le Togo déjà éligible au programme

Threshold depuis 2015, nourrit toujours l'espoir de son éligibilité au programme Compact.

Rappelons que le MCC est un programme et une initiative du président Georges Bush, consacrée en 2004 par une loi du Congrès américain. Cet organisme a la charge de gestion du Millenium Challenge Account (MCA) qui œuvre pour la réduction de la pauvreté à travers la croissance économique durable dans les pays en voie de développement.

Pour bénéficier de cette aide très importante, il faut remplir des critères qui portent sur la liberté d'entreprendre, la lutte contre la corruption, les libertés politiques, les programmes d'éducation ou l'accès à la santé et aux nouvelles technologies, notamment.

Au cours des 14 dernières années, le MCC a signé 36 accords avec 29 pays d'une valeur supérieure à 12 milliards de dollars.

JPB

# ENTRETIEN avec June Cao, Vice-Directeur de 'Radio Beijing International' (RBI)

Les relations sino-africaines sont au beau fixe. En témoigne le dernier FOCAC (Forum sur la Coopération sino-africaine) tenu en Septembre dernier sur une note de satisfaction globale. Ils sont nombreux les acteurs de cette nouvelle forme de partenariat entre les pays africains et la grande Chine. Parmi ces acteurs, les médias occupent une place de choix. En Chine comme en Afrique, il en existe bon nombre qui accordent sur leurs antennes, une place de choix à la promotion des relations sino-africaines dont " Radio Beijing International " qui, en a fait une priorité dans plusieurs de ses émissions. Dans cette interview accordée à notre journal, June Cao, Vice-Directrice de "Radio Beijing International" (RBI) revient sur les actions de la Radio en vue de la promotion des relations sino-africaines, le Forum sino africain de Septembre dernier et leur plan futur de coopération avec les médias africains. Lecture.....

**Bonjour, présentez-vous RBI?**

Lancée en 2004, 'Radio Beijing International' (RBI) est la première et unique station de radio multilingue en Chine conçue pour diffuser des contenus présentant des caractéristiques locales distinctes.

RBI est l'une des dix stations de radio de 'Radio Beijing Corporation' (RBC).

**Depuis combien de temps émet votre radio?**

RBI a commencé à émettre le 17 septembre 2004 sous l'appellation " Radio 774 ". Le 23 septembre 2017, il a été renommé Radio Beijing International(RBI). Nous diffusons maintenant 18 heures par jour sur 92,3 FM et " 774 AM ". Notre site Web est [www.am774.com](http://www.am774.com).

Outre les deux fréquences sur le cadran ouvert, nous avons également un câble FM qui diffuse la plupart des programmes de radio et des conférences



d'enseignement des langues de RBI à l'intention des apprenants de l'anglais, du japonais, de l'allemand, du français et du russe.

**Quelles sont vos émissions les plus suivies ?**

Radio Beijing International a pour objectif de se distinguer par une vision globale et des caractéristiques qui définissent la capitale chinoise (Beijing). Ses programmes les plus écoutés incluent " Touch Beijing ", " FM Lifestyle " et " 30 Minutes Around the World ".

Notre gamme riche et diversifiée de programmes fournit des informations actualisées et complètes aux résidents et visiteurs chinois et étrangers à Beijing, ainsi qu'aux personnes de l'extérieur de la Chine intéressées par Beijing et la culture chinoise.

" Touch Beijing " est le programme le plus ancien de RBI. Il a été établi en tant que programme pré-enregistré en 2001 et mis en ligne en 2017. Il est disponible aux heures de pointe en soirée du lundi au vendredi. Les dernières nouvelles de ce qui se passe à Beijing et des lectures de la politique locale, ainsi que des discussions entre hôtes chinois et étrangers et invités de studios, constituent un élément indispensable de la vie de nombreux anglophones, en particulier lors de leurs déplacements quotidiens ou de leur dîner.

" FM Lifestyle " est l'émission quotidienne sur le mode de vie de RBI. Son objectif est d'apporter une expérience de première main à nos auditeurs en Chine et au-delà, à la radio et en ligne.

**Qu'a fait votre radio pour promouvoir les rela-**

**tions sino-africaines?**

Nous suivons de près les échanges entre la Chine et l'Afrique. Deux événements passés méritent d'être mentionnés.

En 2012, " Radio 774 " a envoyé des équipes de reportage dans six pays africains: Kenya, Soudan, Guinée, Éthiopie, Zambie et Zimbabwe, et produit une série d'émissions radiophoniques et vidéo mettant en vedette des citoyens chinois qui contribuaient au développement de l'Afrique.

En 2006, lors de l'ouverture du Sommet du Forum de la coopération sino-africaine à Beijing, " Radio 774 ", à l'époque, a retransmis en direct la cérémonie d'ouverture depuis la Grande Salle du Peuple.

Cette année marque notre année thématique spéciale consacrée à la coopération Chine-Afrique.

- À peu près, à la même époque que le FOCAC, nous avons diffusé huit talk-shows en direct de 30 minutes au cours desquels des Africains travaillant à Beijing ont partagé leurs expériences de travail et de vie ici et expliqué ce qu'ils ont fait pour aider les Chinois et les Africains à mieux se connaître.

-En outre, nous avons diffusé onze reportages de 25 minutes sur des professionnels africains à Beijing.

Nous avons également invité trois Chinois à partager leur connexion avec l'Afrique, dont une jeune volontaire au Ghana, un professionnel de la construction travaillant au Nigéria et une femme âgée se remémorant son travail de médecin en Somalie.

Nous avons interviewé des ressortissants chinois en Afrique et des journalistes africains à Beijing pour parler de leurs attentes vis-

à-vis du FOCAC.

ces discussions.

**Le 23 septembre était l'anniversaire de votre radio. Le thème choisi pour votre célébration était "Joie d'automne 2018 - Chine, Afrique main dans la main". Pouvez-vous nous dire pourquoi avoir choisi ce sujet pour fêter votre anniversaire et ce qui a été fait ce jour-là?**

À travers la couverture du FOCAC, nous avons ressenti le besoin d'organiser un rendez-vous entre Chinois et Africains afin de forger un lien plus étroit. Nous l'avons fait le 20 septembre. C'était un succès complet! Récits d'histoires, partage de cadeaux et concours de cuisine ont tous contribué à une meilleure compréhension de la Chine et de l'Afrique.

**Quel est votre futur plan pour la promotion des relations sino-africaines?**

Nous souhaitons renforcer la collaboration avec nos homologues des médias africains. Le 31 octobre, un groupe de 20 représentants des médias africains s'est rendu à RBC. Nous avons eu une discussion approfondie sur les futurs échanges médiatiques. Nous sommes impatients de rendre visite à ces homologues des médias africains dans un proche avenir afin de poursuivre

**Comment pouvons-nous suivre vos émissions de radio en Afrique? Avez-vous un site web en ligne à cet effet?**

Les auditeurs africains peuvent se connecter sur [www.am774.com](http://www.am774.com) pour écouter notre diffusion en direct ou des liens vers des répétitions de programmes.

Notre site Web est principalement en chinois avec les instructions de navigation en anglais. Si vous comprenez le chinois, vous pouvez télécharger l'application " Tingting FM app " ??FM?sur votre téléphone et écouter les émissions en anglais et en chinois de RBI. Malheureusement, l'interface de l'application est en chinois. Des amis africains avec l'application chinoise " WeChat " peuvent aussi nous trouver en cherchant " ?????? ".

**Qu'est-ce que vous avez à dire pour conclure cette interview?**

La prospérité commune est le souhait de la Chine et de l'Afrique. Ensemble, nous construisons un monde meilleur. Je vous remercie.

**Interview réalisé (avec June Cao, Vice-Directeur de 'Radio Beijing International' et traduit en français) par Hervé MEWENEMESSE**



# LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées  
avec TVA / sans TVA

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10 000 FCFA~~ **2 700 FCFA**

FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)